



## L'efficacité énergétique en débat

*Mercredi 15 juin 2011 – Assemblée nationale*

1 - 3<sup>ème</sup> réunion du Club France de la Convention des Maires

2 - Suivi du débat « La nouvelle flambée des prix de l'énergie va-t-elle enfin stimuler les politiques d'efficacité énergétique ? »

### Annexes (document séparé)

- Description du Club France
- Introduction au débat – Bernard Pancher
- Union européenne et efficacité énergétique
- Présentation Wuppertal Institut

## 1 - 3<sup>ème</sup> réunion du Club France de la Convention des Maires

### La vie du Club

Se référer à la **note « Un club, pourquoi, pour qui, comment ? »** mise à jour le 15 juin 2011 qui détaille les modalités de fonctionnement du Club et les moyens associés. ([→ voir annexe 1](#))

Les participants ont souligné les points suivants :

- Doter le Club d'une feuille de route de long terme
- Axer les travaux du Club sur l'opérationnel : se centrer sur comment répondre aux objectifs de la Convention des Maires et pour cela les membres du Club ont besoin d'éléments de bilan : combien de villes françaises ont soumis leurs plans d'actions ? Quid du « benchmarking » par rapport à d'autres villes européennes ?
- Développer avec ce Club une expertise « du réel »
- Veiller aux attentes particulières des petites villes
- La dérive constatée de « l'administratisation » du système de soumission des Plans d'actions inquiète puisqu'à ce jour seules 5 villes sur 500 ont vu leurs Plans d'actions acceptés par le JRC, le service d'évaluation de la Commission européenne.

Energy Cities, en charge de l'animation du Club, précise que ce Club a une visée stratégique et politique. Les réflexions qui y sont menées doivent être complémentaires de celles engagées par les réseaux de praticiens qui fonctionnent bien sur la thématique énergie climat. Energy Cities anime une liste de discussion très active sur les PCET qui regroupe plus de 600 inscrits.



### Thèmes de travail

Les participants ont échangé sur les thèmes qu'ils souhaitent approfondir en formant des groupes de « circonstance » permettant de capitaliser les réflexions déjà en cours dans quelques collectivités et de partager ces analyses lors des rencontres du Club :

Thèmes retenus	Pilotes
Précarité énergétique	Andrée Buchmann, Communauté urbaine de Strasbourg
L'implication des acteurs locaux	Régine Lange, Ville de Toulouse
L'innovation dans le financement	--

*Les modalités seront précisées prochainement.*

Le Club se porte candidat pour participer à la Table ronde nationale pour l'efficacité énergétique lancée cette semaine par le Gouvernement.

**Informations européennes** ([→ Voir annexe 3](#))

## 2 - Débat « La nouvelle flambée des prix de l'énergie va-t-elle enfin stimuler les politiques d'efficacité énergétique ? »

Accueil par **Bertrand Pancher, Député de la Meuse** qui a dû partir à 18.00 retenu par une réception à l'Élysée. Dans son propos introductif, il a insisté sur la nécessité de lancer un grand débat public sur l'énergie en France qui n'occulte pas la question du nucléaire.

→ [Voir ci-joint annexe 2](#)

**François Brottes, Député de l'Isère** et coprésident du groupe d'études à l'Assemblée nationale avec Claude Gatignol.

- 1- Le paquet énergie climat ne trouve pas sa transposition dans les Directives sectorielles : On marche sur la tête. La logique de marché n'encourage pas l'efficacité énergétique.
- 2- Sur ce sujet, on a tendance à raisonner à périmètre constant au niveau des usages, or les usages évoluent ! On peut miser sur la désindustrialisation mais cela fausse les cartes car la pollution a lieu ailleurs.
- 3- Quelques pistes de réflexion :
  - On oublie trop souvent l'importance de l'isolation des bâtiments
  - Les pertes d'énergie liées au transport de l'électricité ont un coût pour la France de 2 milliards d'euros. Veiller à rapprocher la production et la consommation d'énergie. Responsabiliser les régions sur l'émergence des énergies renouvelables en les intéressant à diminuer les pertes en ligne
  - Le fret ferroviaire est un échec considérable en France. Pour amorcer une offre de service, on a besoin d'un certain temps avant que cela soit rentable. Sur le fret personne n'ose miser ! Prendre le temps d'une montée en puissance pour avoir une offre lisible
  - Les certificats d'économie d'énergie sont une usine à gaz inextricable
  - Trafic de quotas sur les marchés de dupes
  - Quid du rôle des collectivités locales ? Attention aux lourdeurs des démarches PCET
  - Avoir des approches plus pragmatiques. Intercommunalité, durée des mandats, difficultés à convaincre : s'y prendre autrement qu'une approche trop technocrate.



### **Jan Geiss, Secrétaire Général d'EUFORES**

EUFORES est un réseau de Parlementaires européens et nationaux qui a pour but de soutenir le développement des énergies renouvelables et l'efficacité énergétique en Europe. Claude Turmes, Député européen et Président d'EUFORES n'a pas pu participer à ce débat avec regrets.

EUFORES coordonne avec 6 partenaires, dont Wuppertal Institute et Energy Cities, le projet européen *Energy efficiency Watch* pour

évaluer les Plans d'action nationaux et comprendre pourquoi les politiques d'efficacité énergétique ne donnent pas satisfaction aujourd'hui. Comment faire le prochain pas ?



- L'ESD ne mentionne pas que les économies d'énergie comptabilisées pour atteindre l'objectif de 9% doivent être en plus des économies d'énergie réalisées de façon autonome.
- L'ESD autorise de prendre en compte des économies d'énergie résultant de mesures et de programmes mis en place dans le passé, mais au plus tôt en 1995.

### **Denis Baupin, Ville de Paris coordinateur du club France de la Convention des Maires et Vice-président d'Energy Cities**

L'efficacité énergétique se trouve à la croisée de ces quatre enjeux :

- Les contraintes liées au dérèglement climatique
- La diminution des ressources fossiles et du coup hausse des prix
- La question du nucléaire et des conséquences de la catastrophe du Japon (coût de la filière)
- La précarité énergétique

L'articulation entre politiques européennes, nationales et locales est cruciale. Sur ce dernier point, les signataires de la Convention des Maires s'engagent à être à minima au niveau du paquet énergie climat.

Les pays les plus décentralisés et les plus fédéraux sont ceux qui innovent le plus en matière d'efficacité énergétique. Il est nécessaire de déléguer des compétences aux collectivités locales pour qu'elles soient en capacité d'agir quitte à ce que cela soit dans un cadre expérimental. Analogie avec le dispositif des zones d'actions prioritaires pour l'air (ZAPA)...Beaucoup de possibilités d'expérimentations existent sur toutes ces questions.

Quelle va être la place des collectivités locales dans les débats de la Table ronde nationale pour l'efficacité énergétique ? Comment y participer ?

**Pascal Dupuis, chef du service climat et efficacité énergétique** Direction générale de l'énergie et du climat (Digec), Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie et Ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement.

Les attributions de la Digec sont l'énergie, le climat et la qualité de l'air.

Le PNAEE1 a été réalisé en 2007. Une petite opération [PNAEE2 - PNAEE1]= Grenelle

Une démarche de scénarisation engagée en 2009. En 2020, 17% d'économie d'énergie seraient atteints « malgré la crise ».

Les mesures les plus marquantes sont les suivantes : RT 2012, 2020, rénovation dans l'ancien, bâtiments tertiaire, crédits d'impôts DD et écoPTZ, bonus malus, certificats d'économie d'énergie (CEE), lancement du programme « Habitat mieux » avec notamment 250 millions d'euros provenant des CEE, Schémas régionaux climat air énergie, bilans de GES et PCET (le décret d'application sortira d'ici 2 mois).

### La table ronde nationale pour l'efficacité énergétique

Dans l'esprit du Grenelle, une table ronde nationale est lancée, regroupant une cinquantaine de membres composés de 7 collèges : l'Etat, les collectivités locales, les organisations non gouvernementales, les employeurs, les salariés, les consommateurs-usagers et des personnalités qualifiées.

3 groupes de travail sont constitués :

- 1) Ménages : comment réduire les factures ?
- 2) Entreprises : comment gagner en compétitivité ?
- 3) Pouvoirs publics : comment être moteur et exemplaire ?

Il a été décidé de se rapprocher d'Albéric de Montgolfier, Sénateur d'Eure-et-Loir membre de la commission des finances, qui présidera le groupe de travail n°3.

*Note de la rédactrice : suite à cette réunion, Energy Cities a pris contact et est invité à participer aux réunions du groupe n°3 (la première aura lieu le 29 juin).*

Calendrier :

- 17 juin : installation de la Table ronde nationale sous la présidence de la Ministre
- Fin septembre : point d'étape - réunion sous la présidence de la Ministre
- Début novembre : remise des rapports des groupes de travail
- Mi-novembre : réunion de la Table ronde nationale sous la présidence de la Ministre
- 15 novembre à mi-décembre - Approfondissement des mesures les plus matures et consultation du public
- Mi-décembre - Conclusions finales

Pour plus de détails voir le communiqué de presse du Ministère en ligne : [http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/Dossier\\_de\\_Presse\\_Efficacite\\_energetique.pdf](http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/Dossier_de_Presse_Efficacite_energetique.pdf)

### Des remarques de la salle

- La question du nucléaire a été sortie du Grenelle
- Des débats sur l'énergie, il y en a eu beaucoup en France avec pour objectif de conforter le choix nucléaire de la France
- La question de l'aubaine fiscale pour investir dans le BBC pose question
- On parle beaucoup « approche par la demande » et pourtant intrinsèquement on se pose toujours la question de la production. Comment on se chauffe, se déplace, utilise l'électricité spécifique
- Pour aller du national vers le local il nous manque le financement. Quid de la mise en place d'une fiscalité énergétique locale ?
- Consommer moins dans les bâtiments neufs, qui contrôle ? Dans l'existant, on n'a pas trouvé l'outil pour faire de la rénovation mais pourquoi ne pas interdire tout simplement des ventes / locations de logements énergivores
- Précarité énergétique : les outils mis en place sont tous conçus pour continuer à consommer
- Besoin de moraliser le système des DPE
- Communiquer avec des outils didactiques sur le coût facial à l'achat et non pas le coût sur la durée de vie outil didactique nécessaire à donner aux professionnel qui pourrait l'utiliser dans leur argumentaire de vente.
- Enjeu des mesures d'efficacité énergétique sur l'emploi local
- Faire de l'efficacité énergétique, c'est un choix industriel



### Conclusion du débat

Sur ce débat vient se greffer une question centrale qui est d'ordre multidimensionnel et qui interroge toute la société. L'énergie n'est pas une affaire de spécialistes. Cela doit nous interpeller sur l'impérative nécessité d'organiser le dialogue avec les divers acteurs de la société. C'est pourquoi il est important de consolider une plateforme de dialogue réunissant tous ceux qui ont intérêt à ce que le système énergétique soit organisé au plus près des préoccupations locales.